



« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

DOSSIER A LA SUITE DU VOYAGE

Présentation de « Rio +20 Entreprises »

Programme du déplacement – 28 février au 3 mars 2012

Présentation de la délégation

Présentation du cabinet Alliantis

Présentation de la Fondation Prospective et Innovation

Présentation du « Club France Rio +20 »

Présentation du C3D

Eléments d'information sur le Brésil

Eléments d'information sur les perspectives de Rio +20 en juin 2012

« RIO + 20 Entreprises »

Partenariat Alliantis / Fondation Prospective et Innovation

Le cabinet Alliantis, en partenariat avec la Fondation Prospective et Innovation, a lancé depuis juin 2011 avec des associations partenaires un programme sur une période d'une année à l'attention de chefs d'entreprise et décideurs français afin de leur permettre de s'informer de façon privilégiée et de contribuer à la Conférence mondiale RIO + 20 qui se tiendra du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro. Ce programme comporte trois séquences :

- Le **séminaire** préparatoire à haut niveau du 10 octobre 2011 à Paris. Organisé en partenariat avec le C3D (Collège des Directeurs du développement durable), Orée et le Comité 21, et avec le soutien de la de la Maison de l'Amérique Latine, ce séminaire a rassemblé près de 200 représentants du monde économique.



Cette rencontre était placée sous le Haut Parrainage d'Alain JUPPÉ, Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, et de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement. Les anciens Premiers Ministres Michel ROCARD et Jean-Pierre RAFFARIN, et José Mauricio BUSTANI, Ambassadeur de la République du Brésil en France ont apporté à cette occasion leur témoignage et leur soutien.

- Le **voyage** d'une délégation de dirigeants français du 28 février au 3 mars 2012 à Rio de Janeiro et Brasília, co-organisé par la Fondation Prospective et Innovation et le cabinet Alliantis. Les participants de ce voyage disposeront d'une information privilégiée sur les opportunités de développement d'activité au Brésil ainsi que sur la conférence mondiale de juin 2012 et les travaux des Nations Unies qui seront menés, avant, pendant et après RIO+20.
- Un **retour d'expériences** au Parlement à Paris à l'automne 2012 pour tirer les enseignements de la conférence mondiale de RIO + 20, avec les participants du voyage de février 2012.

Ce programme « RIO + 20 Entreprises » participe aux travaux du « Club France Rio +20 ». Sylvianne Villaudière assure la coordination des travaux du « Club France Rio +20 » lancé en septembre 2011 à l'initiative du Comité 21 avec de multiples associations et organismes partenaires

« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

DEROULEMENT

Mardi 28 février 2012

23h20 : Départ pour Rio de Janeiro / Paris CDG Vol AF 442

Mercredi 29 février 2012

06h35 : Arrivée à Rio de Janeiro
Accueil et installation à l'hôtel Sofitel, Avenida Atlântica 4240

09h45 : **Séance introductive – Echanges avec les membres de la délégation :**

Lieu : Consulat Général de France
Av. Presidente Antônio Carlos, 58/6^{ème} étage

09h45- 11h

- Présentation générale de la Maison de France et de la ville de Rio de Janeiro par **M. Jean-Claude Moyret**, Consul général de France à Rio de Janeiro
- Présentation de la situation économique et financière du Brésil par **M. Louis-Michel Morris**, Chef du Service Economique Régional au Brésil
- Présentation des potentialités commerciales et des modalités d'intervention avec des partenaires brésiliens par **M. Benoît Trivulce**, Directeur de la Mission économique Ubifrance au Brésil

11h-12h

- Intervention de **M. Patrick Sabatier**, Président des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF), Directeur des Relations Institutionnelles de L'Oréal Brésil
- Interventions de membres de la délégation et focus sur des exemples de collaboration entreprises-ONG :
 - o **Lafarge/Care Brésil**
 - o **GDF SUEZ / Pro-Natura**
 - o **Schneider Electric**

12h00 : Fin de la réunion - Retour à l'Hôtel Sofitel

- 12h30** : Déjeuner offert par la Chambre de Commerce franco-brésilienne (CCFB)
 en présence de :
 - **M. François Dossa**, Président de la CCFB et de la banque Société Générale
 - **Mme Eduarda La Rocque**, Secrétaire Municipale aux Finances
 - **M. Marcelo Haddad**, Directeur Général de Rio Negócios (Agence de Développement de l'Etat de Rio de Janeiro)
Lieu : Hôtel Sofitel
- 15h15** : Entretien avec **M. Sérgio Besserman Vianna**, Conseiller Spécial du Maire pour Rio+ 20
Lieu : Palácio da Cidade 360 – Botafogo
- 16h30** : Entretien avec **M. Amaury Temporal**, Directeur du Centre des Relations Internationales à la **FIRJAN** (Fédération des industries de Rio de Janeiro) : Perspectives de l'Etat de Rio de Janeiro et position de la Firjan sur Rio+20
Lieu : Avenida Graça Aranha 1 / 6° andar
- 18h00** : Point presse au Consulat Général de France (*sous réserve*)
Lieu : Av. Presidente Antônio Carlos, 58/6^{ème} étage - Castelo
- 18h30** : Réception au Consulat général de France - Maison de la France
Lieu : Av. Presidente Antônio Carlos, 58/6^{ème} étage - Castelo

Jeudi 1er mars 2012

- 10h15** : Départ pour Brasilia (Vol TAM - JJ3820)
- 11h45** : Arrivée à Brasilia - Accueil à l'aéroport international de Brasília par l'Ambassadeur, **M. Yves Saint-Geours** et le Chef du Service économique régional, **M. Louis-Michel Morris**.
- 12h30** : Déjeuner offert par l'Ambassadeur de France à la Résidence de France
- 15h-15h30** : Entretien de MM Raffarin et Mestrallet avec **M. Fernando Pimentel**, Ministre du développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur du Brésil
Lieu : Esplanada dos Ministérios – Bloco J, 6ème étage 70053-900 Brasília-DF
- 15h-16h30** : Entretiens à la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) avec **M. Robson Braga de Andrade**, Président et les directeurs de département
Lieu : SBN Quadra 1 Bloco C, Ed. Roberto Simonsen 70040-903 Brasília-DF
- 17h00** : Entretien avec l'Ambassadeur **M. Luiz Alberto Figueiredo Machado**, secrétaire général adjoint pour l'environnement, l'énergie, la science et la technologie., en charge de la préparation de Rio+20
Lieu : Esplanada dos Ministerios – Palacio do Itamaraty – 70170 Brasilia DF
- 18h** : Départ vers l'aéroport de Brasil

19h26 : Départ pour Rio Janeiro (Vol TAM - JJ3837)
20h55 : Arrivée à Rio de Janeiro
22h00 : Dîner
Lieu : Hôtel Sofitel

Vendredi 2 mars 2012

8h30 : Entretien de M. Jean-Pierre Raffarin avec Helena Celestino (Globo)

09h00/11h30 : **Atelier « Innovation et propriété intellectuelle »** organisé en partenariat avec l'INPI (*voir programme détaillé ci-après*).
Lieu : Hôtel Sofitel

12h00/14H30 : **Séminaire avec la Fondation Getúlio Vargas sur "Le Brésil et les BRICS"**
Déjeuner sur place
Lieu : Praia de Botafogo 190 / 12^o andar

15h00 : Entretien avec **M. Sérgio Cabral**, Gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro
Lieu : Palácio Laranjeiras - Parque Guinle

16h00 : Entretien avec les responsables entreprises de la **Commission de l'organisation de Rio+20**
Lieu : Palácio Laranjeiras ou Guanabara

20H30 : Dîner à la Churrascaria Porcao Rio's

Samedi 3 mars 2012

Journée libre / poursuite des entretiens particuliers et/ ou visites touristiques

10h00-12h30 : **Visite du projet de l'association Abaquar- Favela de Vale Encantado**
Lieu : Alto de Boa Vista, Rio de Janeiro
Située sur les hauteurs de Rio, la communauté de la favela de Vale Encantado a mis en place, avec l'aide de l'association Abaquar, un projet économique et éducatif durable, à travers des initiatives citoyennes et participatives (coopérative touristique, projets culinaires, cours d'informatique ...).

13h00 : Déjeuner dans un restaurant traditionnel « Zozo » au pied du Pain de sucre

15h00-18h00 : Visite touristique au choix : **le Pain de sucre ou le Corcovado.**

20h25 : Départ pour PARIS/ Vol AF 445

Dimanche 4 mars 2012

11h30 : Arrivée PARIS CDG

« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

ATELIER INNOVATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

« Technologies vertes : innovation et développement durable »

RIO DE JANEIRO – VENDREDI 2 MARS 2012

HOTEL SOFITEL COPACABANA

Atelier organisé dans le cadre de la mission de dirigeants français au Brésil,
co-présidée par **Jean-Pierre Raffarin**, Ancien Premier Ministre, 1^{er} Vice-Président du Sénat
et Président de la Fondation Prospective et Innovation
et **Gérard Mestrallet**, Président Directeur Général de GDF SUEZ.

8h30-9h00 : Café d'accueil

9h00-9h05 : Ouverture

Yves Lapierre, Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle

9h05-9h30 : Mot de bienvenue

Jean-Pierre Raffarin, Ancien Premier Ministre, 1^{er} Vice-Président du Sénat et Président
de la Fondation Prospective et Innovation

Gérard Mestrallet, Président Directeur Général de GDF SUEZ

Jorge Avila, Président de l'Instituto Nacional da Propriedade Industrial

Luiz Henrique do Amaral, Président de l'Association Brésilienne de Propriété
Intellectuelle

9h30-10h20 : Atelier « Technologies vertes : innovation et développement durable »

Co-présidé par **Yves Lapierre**, Directeur Général de l'Institut National de la Propriété
Industrielle et **Jorge Avila**, Président de l'Instituto Nacional da Propriedade Industrial.

Introduction de **Julio Castelo Branco**, Directeur des Brevets de l'Instituto Nacional da
Propriedade Industrial

Thème : « Brevets verts : évaluation post Rio 92 et examen accéléré »

Echanges d'expériences avec le témoignage de **Christiane Ache**, Directrice Projets et Financements Export Amérique Latine d'Alstom
« L'expérience de l'entreprise Alstom »

Questions/réponses et échanges

10h20-10h35 : Pause-café

10h35-11h25 : Echanges d'expériences avec les témoignages de :

Robert Klein, Directeur Exécutif de Voltalia
« Expérience de l'entreprise Voltalia »

João Norberto Noschang, Responsable Technologie de Petrobras Biocombustibles
« Expérience de l'entreprise Petrobras Biocombustibles »

Franck Turkovics, Responsable Département Moteurs de PSA Peugeot Citroën
« Expérience de l'entreprise PSA »

Questions/réponses et échanges

11h25-11h30 : Clôture de l'atelier

Traduction simultanée en français/portugais



« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

PRESENTATION DE LA DELEGATION

CO-PRESIDEE PAR :

Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier Ministre, 1^{er} Vice-Président du Sénat, Président de la Fondation Prospective et Innovation

Gérard MESTRALLET, Président de GDF SUEZ

LISTE DES PARTICIPANTS :

Gilles BERHAULT : Président du **COMITE 21 / Club France RIO +20** (association pour le développement durable et fédération d'organismes français pour Rio+20)

Serge DEGALLAIX : Ambassadeur, Conseiller auprès du Président de la **FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION**

Frédéric EBLING : Directeur des affaires publiques du groupe **CARREFOUR** (secteur de la grande distribution)

Arnaud ERBIN : Directeur Corporate, directeur International de **GDF SUEZ** (secteur de l'énergie)

Philippe EYRAUD : Président propriétaire du groupe **MIXEL** (secteur du mélange industriel)

Guillaume de FORCEVILLE : Directeur Nouveaux Marchés de la Direction du Développement International de **EDF** (secteur de l'énergie)

Pierre GUENANT : Président fondateur du groupe **PGA** (secteur de la distribution d'équipements et de matériels)

Guy LACROIX : Président directeur général du groupe **INEO** (secteur de l'énergie)

Philippe LAIK : Président de **PREMIUM ONE** (secteur du capital investissement)

Yves LAPIERRE : Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle - **INPI**

Catherine LESPINE: Directrice générale du groupe **INSEEC** (secteur de la formation)

Emmanuel LIMIDO: Président directeur général de **CENTURIA CAPITAL INVESTMENT** (secteur du capital investissement)

Laurent MALET: Directeur commercial d'**EGIS** branche Industries-Energies (secteur de l'ingénierie et de l'aménagement du territoire)

Gérard MESTRALLET: Président directeur général de **GDF SUEZ** (secteur de l'énergie)

Jean-Baptiste MOZZICONACCI: Chef du service des Affaires Bilatérales de l'Institut national de la propriété industrielle - **INPI**

Badreddine OUALI: Président fondateur de **VERMEG** (secteur des logiciels bancaires)

Stéphane PERRIER: Co-fondateur de **FOREST AND VALUES** (secteur du conseil pour les eco-systèmes forestiers)

Jean-Pierre RAFFARIN: Ancien Premier Ministre, 1^{er} Vice-Président du Sénat, Président de la **FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION**

Kareen RISPAL: Directrice du développement durable et affaires publiques de **LAFARGE** (secteur de la construction)

Anthony RUIZ: Gérant Fondateur d'**INEVO Technologies** (secteur de la chimie)

Hélène VALADE: Présidente du **Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D)**, Directeur délégué en charge du Développement Durable de LYONNAISE DES EAUX (secteur de l'eau)

Gilles VERMOT DESROCHES: Directeur du Développement Durable et des Affaires institutionnelles, Senior Vice-Président de **SCHNEIDER ELECTRIC** (secteur de l'énergie)

Sylvianne VILLAUDIÈRE: Directrice gérante Fondatrice du **cabinet ALLIANTIS** (secteur du conseil), Coordinatrice du « Club France Rio +20 »

Contacts organisation et suivi des contacts institutionnels :

Cabinet Alliantis : Sylvianne VILLAUDIÈRE / Dominique RODET

Fondation Prospective et Innovation : Serge DEGALLAIX

svillaudiere@alliantis.fr - drodet@alliantis.fr - Tel : 01 44 56 09 56

fpi@prospective-innovation.org - Tel : 01 53 85 84 01



Depuis plus de 10 ans, le cabinet Alliantis fondé et dirigé par Sylvianne Villaudière, intervient dans le domaine du **conseil en stratégie de communication en réseau**. Il accompagne les décideurs soucieux de développer ou de redéfinir les relations que leur organisation entretient avec les parties prenantes publiques et privées des projets dont ils sont porteurs.

Fort d'une équipe d'une dizaine de consultants et de chargés d'études, le cabinet Alliantis est reconnu pour sa réactivité et sa capacité de travail en réseau, ainsi que pour les **valeurs de RSE et de développement durable** qu'il porte et qu'il veille à partager.

Il assure un cadrage stratégique et un accompagnement de dossiers sur des sujets aussi emblématiques que :

- le canal Seine-Nord Europe auprès de Voies navigables de France depuis 2000,
- le « Forum des entreprises et du développement durable » auprès du Ministère chargé de l'Écologie avec des réunions thématiques mensuelles de 2005 à 2008,
- le secrétariat général du « Collège des Directeurs du Développement Durable » (C3D) depuis sa création en 2007,
- les travaux du Cercle pour l'Optimodalité en Europe (COE) depuis 2009,
- ou la préparation depuis 10 ans du « Prix Européen de la Sécurité Routière » organisé par la Fondation Norauto...

Le cabinet Alliantis développe des missions de veille et d'étude de perception pour contribuer à la mise au point de la stratégie de communication institutionnelle de nombreuses entreprises et structures socio-professionnelles des secteurs du transport, de l'eau, des déchets, de la distribution, de l'agro-alimentaire ou de la santé.

Le Conseil de prospective du cabinet Alliantis

Le Conseil de Prospective se propose d'apporter des éclairages et des expertises de portée théorique mais aussi pratique, et de croiser les regards avec les dirigeants d'entreprise, décideurs publics et acteurs associatifs. Depuis 2010, ses travaux ont permis d'organiser des réunions-débat et de publier des « Cahiers » sur les thèmes suivants :

- o « Gouvernance d'entreprise et diversité »
- o « Relations public-privé et mondialisation »
- o « Leadership d'entreprise et prospective »

Les membres du Conseil de Prospective sont **Anne BINDER**, Fondatrice de *Administrance*, administrateur indépendant, **Hugues CAZENAVE**, Président fondateur de l'institut d'études *Opinion Way*, **Marie-Claire DAVEU**, Directrice de cabinet de la Ministre Nathalie Kosciusko-Morizet, **Jean-Philippe MOINET**, ancien Secrétaire général du Haut Conseil à l'intégration, fondateur de *La Revue Civique*, **Jean-Pierre RAFFARIN**, ancien Premier Ministre, Sénateur, Président de la *Fondation Prospective et Innovation*, **François SCHECHTER**, Inspecteur général des affaires sociales et **Sylvianne VILLAUDIERE**, Directrice fondatrice du cabinet *Alliantis*, Fondatrice de *Femmes, Débat et Société*, et ancien membre de section du Conseil Economique et Social.

Information : alliantis@alliantis.fr – Tel : (33) 1 44 56 09 56 – www.alliantis.fr



Créée en 1989 par René MONORY, ancien Président du Sénat et ancien ministre, et François DALLE, ancien Président de l'Oréal, la Fondation est aujourd'hui présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, ancien Premier Ministre, Sénateur de la Vienne.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met en relation industriels, décideurs politiques et spécialistes pour analyser les évolutions en cours et prévoir les enjeux de demain. Elle le fait dans le souci de favoriser l'adaptation de notre pays, et si possible l'anticipation pertinente des changements par la Nation toute entière, afin qu'elle y trouve des opportunités nouvelles. Pénétrée d'une éthique humaniste, elle s'attache à ce que la dignité humaine soit gagnante aux transformations qui affectent l'humanité.

Dans un souci d'efficacité, elle a choisi de concentrer ses travaux sur les phénomènes d'émergence, sur la nécessité d'innovation qui en résulte, et sur les problèmes de gouvernance qu'amènent ces deux forces de changement. Aux analyses qu'elle propose des diverses formes d'émergence, et tout spécialement de la Chine, la Fondation joint des actions d'appui aux entreprises et aux territoires pour qu'ils innovent; elle prend part au débat qu'appelle la mutation de la gouvernance à tous les échelons.

La Fondation s'est intéressée avec une attention particulière à la Chine, qui a fait l'objet de cinq grands colloques, de nombreuses missions, et d'ateliers spécialisés. La dimension globale de cette puissance aujourd'hui émergée conduit à traiter de l'Inde, des USA, de l'Europe, de l'Afrique, à la lumière de leur relation avec la Chine.

FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION

1 rue de Courty - 75007 PARIS

Tél.: 01 53 85 84 00 • Fax : 01 53 85 84 09

Directeur Général : Olivier CAZENAVE

Conseiller du Président : Serge DEGALLAIX

Déléguée Générale : Irène KERNER • i.kerner@prospective-innovation.org

www.prospective-innovation.org

Rassemblant de nombreux réseaux d'élus territoriaux, d'entreprises, de dirigeants associatifs et académiques, le Club France RIO+20 permet de :

- Ouvrir un espace indépendant de dialogue nécessaire au progrès en croisant les regards entre les acteurs publics, privés et associatifs.
- Mutualiser les moyens et informations utiles sur Rio +20 ;
- Permettre une présence efficace et coordonnée des acteurs français à l'occasion de Rio +20 en apportant sur la scène internationale « **un nouveau souffle** » au concept du **développement durable** s'appuyant sur la réflexion, les réalisations territoriales et les technologies françaises.

Activités du « CLUB FRANCE RIO +20 »

- Actions de sensibilisation et de promotion vers un large public, en France et à Rio de Janeiro
- Réalisation d'une enquête sur les attentes des acteurs à l'égard de la gouvernance mondiale de l'environnement et du développement durable,
- A l'attention des réseaux partenaires et membres du Club :
 - Echanges d'informations privilégiées.
 - Participation aux consultations des pouvoirs publics sur Rio+20
 - Participation aux réunions proposées par le Comité 21 et les réseaux partenaires du Club France RIO+20 (notamment les Forums du 13 décembre 2011, 3 avril 2012 puis 8 juin 2012)
 - Participation à une délégation pluri-acteurs français à Rio en juin 2012

Les réseaux partenaires : Association des maires de France (AMF), Fédération des Maires des villes moyennes (FMVM), Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), Association des communautés urbaines de France (ACUF), Assemblée des communautés de France (AdCF), Cités Unies France (CUF), Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE), Association Les Eco-Maires, Fédération des parcs naturels régionaux de France, Société française des urbanistes, Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), Réseau Entrepreneurs d'avenir, Forum des amis du global compact, Comité français de la chambre de commerce internationale (ICC France), Comité national des Conseillers du Commerce extérieur de la France (CNCCEF), European partners for the environment (EPE), Institut Robert Schuman pour l'Europe, Conférence des grandes écoles (CGE), Conférence des présidents d'universités (CPU), Collège des directeurs du développement durable (C3D), Entreprises pour l'Environnement (EpE), Collège des hautes études en développement durable (CHEDD), Energy Cities, UNAT, GREEN CROSS France et Territoires, Fondation Nicolas Hulot, Association OREE, ORSE, Club Cap'Com, Association communication et information pour le développement durable (ACIDD), CleanTuesday, Entreprendre vert, FSC France, Cercle pour l'Optimodalité en Europe (COE), Décider ensemble, Terra Nova, Comité 21.

Institutions, collectivités et organismes publics : Région Pays de la Loire, Caisse des Dépôts, Etablissement public du Parc de la Grande Halle de la Villette, INPI, ADEME.

Entreprises : ECO EMBALLAGES, GDF SUEZ, SUEZ ENVIRONNEMENT, VEOLIA ENVIRONNEMENT, Alliantis, Publicis Consultants, Sensation !, OpinionWay, PwC, Sustainway.

Coordination et contacts du Club France Rio +20 :

Gilles Berhault, président du Comité 21
Sylvianne Villaudiere, directrice fondatrice du cabinet Alliantis,
Antoine Charlot, responsable programme Territoires durables du Comité 21,
Pierre-Samuel Guedj, associé Publicis Consultants

Information : contact@clubfrancerioplus20.org



Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D)

Créée en France en 2007, le C3D est une association présidée par **Hélène Valade**, réunissant plus de quatre-vingt Directeurs du développement durable et de la responsabilité sociale au sein d'entreprises privées d'organismes publics.

Objectif

L'objectif de ce collège de professionnels est triple :

- permettre l'échange sur les expériences et **bonnes pratiques** respectives ;
- **dialoguer** avec les autres acteurs concernés ;
- porter dans le débat public des propositions visant à **renforcer le mouvement d'implication des organisations en faveur du développement durable**.

Travaux

Les membres du C3D se retrouvent régulièrement dans le cadre d'échanges de bonnes pratiques, de dîners prospectifs et lors des vœux, de l'Assemblée Générale annuelle et d'un Campus annuel en juillet. Des groupes de travail ont été constitués autour de plusieurs thématiques: «Fonction Développement Durable : rôle et perspectives», «Le développement durable comme facteur de transformation des modèles économiques et de création de valeurs», «Communication, relations presse et développement durable», et «Le Bilan carbone comme outil de management».

Depuis fin 2010, le C3D a ouvert une réflexion et développe un programme d'actions sur les enjeux, bonnes pratiques et propositions liées à Rio+20.

Contribution pour Rio+20

Le C3D participe aux réunions du « Comité Rio+20 » organisées par les Ministères.

Il a adressé le 1^{er} novembre 2011 une contribution aux Nations Unies intitulée « **Les territoires urbains durables : de l'expérimentation au déploiement de l'économie verte par les entreprises françaises** ».

Il s'est impliqué dans l'organisation du séminaire « **Rio+20 Entreprises** » lancé par le cabinet Alliantis en octobre 2011 à Paris, et de la Conférence internationale du 31 janvier 2012 à Paris, notamment sur : « **Quelles leçons tirer des modèles d'association en place ?** ». Hélène Valade, Présidente et Denis Guibard, Vice-Président du C3D étaient respectivement rapporteur et animatrice d'un atelier.

Le C3D est partenaire du « Club France RIO +20 », participe à ses travaux et sera représenté lors des voyages organisés à Rio de Janeiro en février puis en juin 2012.

« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

Eléments d'information sur le Brésil

Le Brésil a désormais acquis une incontestable stature internationale, correspondant aux atouts de sa puissance (5^{ème} superficie et 5^{ème} population mondiale, 6^{ème} économie, devant la Russie et l'Inde).

1/ **Au plan intérieur**, Dilma Rousseff, élue le 31 octobre 2010 avec plus de 56% des suffrages, a fait de **la lutte contre la pauvreté**¹ la grande priorité de son mandat. Les programmes gouvernementaux (« *Bolsa Familia* », « *Brésil sans misère* ») doivent permettre d'éradiquer, d'ici 2014, la pauvreté extrême de plus de 16 millions de Brésiliens (8,5% de la population), de consolider la position de la classe moyenne et d'assurer une plus grande inclusion sociale. Cette politique se traduit également par le **développement de grands projets d'infrastructures** dans le cadre du Programme d'Accélération de la Croissance - PAC 2 (2011-2014 - près de 415 milliards d'euros d'investissements) qui doit pallier les faiblesses structurelles du pays (construction massive de logements, accès aux services publics, infrastructures énergétiques et de transport). Dilma Rousseff, forte d'une popularité élevée (+ de 70%), maintient ce cap tout en devant gérer une **situation politique marquée par l'accumulation de scandales de corruption** et le manque de cohésion de la majorité parlementaire (17 partis). Les démissions, en moins d'un an, de sept ministres soupçonnés de détournements de fonds publics alimentent les tensions au Congrès et ternissent l'image d'une classe politique décrédibilisée. Cette situation ne permet pas l'adoption des réformes dont le pays a besoin pour améliorer sa performance globale (réforme du budget et de la fiscalité, réforme de la vie politique, réforme agraire) alors que les inégalités sociales et régionales restent criantes.

2/ **Sur le plan économique**, le Brésil, première économie de l'Amérique latine (près de 2.500 Mds USD de PIB en 2011), s'est donné comme priorité l'accélération de sa croissance et la réduction des inégalités dans le **respect des équilibres économiques fondamentaux**. Cette stratégie lui permet de jouir d'une bonne image auprès de la communauté financière internationale (risque pays en baisse) en mettant son économie à l'abri d'éventuels chocs externes ou internes. Avec un chômage à son plus bas niveau historique (4,7%), des exportations qui se diversifient (part croissante de l'Asie et de l'Afrique), un flux important d'IDE (près de 35 Mds d'euro reçus en 2010) et une consommation intérieure dynamique, l'environnement économique brésilien reste très attractif. Dilma Rousseff, déterminée à faire avancer les intérêts brésiliens, participe directement à la **constitution de champions brésiliens dans des secteurs stratégiques** comme le pétrole avec *Petrobras*, *Vale* dans le secteur minier (deuxième compagnie mondiale), *Odebrecht* en génie civil, *ETH energia* dans les agro-carburants ou *Embraer* dans l'aéronautique. Avec des perspectives de croissance revues à la baisse (2,8% en 2011, contre 7,5% en 2010), le risque d'un retour à l'inflation (autour de 6,5%), un real en forte fluctuation, la dégradation de la situation économique mondiale et le maintien de faiblesses structurelles (insécurité du cadre juridique, part importante de l'économie informelle, manque d'infrastructures et de main d'œuvre qualifiée), le gouvernement doit pourtant maintenir en 2012 une politique budgétaire prudente (**30 Mds USD de coupes budgétaires**, autant qu'en 2011).

¹ « Un pays riche est un pays sans pauvreté ».

3/ Au plan extérieur, après huit ans de présidence Lula, les grandes priorités du Brésil demeurent : intégration régionale, ambition globale, coopération Sud-Sud, recherche d'autonomie. Outre l'intégration régionale via le Mercosur (tout en le déséquilibrant par sa masse : le Brésil représente 80 % de sa population et $\frac{3}{4}$ du PIB), le Brésil souhaite renforcer l'UNASUR (Union des Nations sud-américaines, douze Etats membres) en se concentrant sur les thèmes économiques (commerce, énergie, infrastructures) et de défense. Le pays parie sur **l'émergence d'un monde multipolaire**. Tout en maintenant ses relations traditionnelles avec les pays développés, il mise sur des alliances diversifiées (BRICS, IBAS, soutien des positions du G77, posture d'apaisement vis-à-vis du groupe de l'ALBA) et s'efforce de maintenir une posture « du juste milieu », au prix d'exercices d'équilibrisme non exempts de contradictions. A l'instar des autres grands émergents, il fait de **l'affirmation de la souveraineté nationale et de la non-ingérence** un principe fondamental de sa diplomatie, au risque de tomber dans le manichéisme du débat Nord/Sud. Son opposition répétée, sous la présidence Lula, à toutes formes de sanctions contre certains régimes (Soudan, Iran) suscite aujourd'hui la même incompréhension sur les dossiers libyen (abstention sur la résolution 1973) et syrien (réticence à une condamnation du CSNU). Pour autant, en votant en faveur de la création d'un mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme en Iran, en mars 2011, ou en faveur des résolutions sur la situation des droits de l'Homme en Syrie fin novembre 2011 et le 16 février 2012, Mme Rousseff a marqué une nette divergence avec la politique de son prédécesseur. C'est dans ce cadre que le Brésil se voit à l'avant-garde de la construction d'un monde nouveau, de plain pied dans le 21^{ème} siècle. Il en va de même de son **rôle positif dans le cadre du G20** (au prix de discussions parfois rugueuses), de son souhait de participer activement à la résolution de certains conflits régionaux à dimension internationale, notamment au Proche-Orient (reconnaissance de l'Etat palestinien en décembre 2010 ; participation accrue au sein de la FINUL), et de la **conviction d'incarner un exemple à suivre pour les pays en développement**, notamment en Afrique.

4/ Dans ce contexte, notre partenariat stratégique prend tout son sens. Lancé en mai 2006 par le président Chirac, il est devenu authentiquement stratégique depuis 2008, compte-tenu de l'exceptionnelle alchimie entre les Présidents Sarkozy et Lula, et a dynamisé de manière spectaculaire nos relations bilatérales, dans tous les domaines, militaire, spatial, énergétique, formation, transfrontalier ou en matière d'aide au développement, en allant bien au-delà de nos intérêts bilatéraux. Nos échanges commerciaux ont ainsi connu une excellente année 2010, portant le commerce bilatéral à 8,4 Mds USD (près de 30% d'augmentation par rapport à 2009). La France se place au 4^e rang en termes de stocks d'IDE en 2010, avec un encours de près de 19 Mds d'euro (très nettement devant la Chine, à 11,8 Mds USD), et notre présence industrielle au Brésil est dense (500 entreprises dont 35 du CAC 40, 500.000 emplois directs, participation à la formation des cadres et techniciens). La France demeure par ailleurs le 1^{er} partenaire européen du Brésil en matière universitaire et scientifique (seconde destination des étudiants brésiliens derrière les Etats-Unis et première destination s'agissant des étudiants boursiers ; nombre de co-publications scientifiques supérieur à l'Allemagne et la Grande Bretagne). Depuis l'accession à la Présidence de Mme Rousseff, de nombreux déplacements ministériels au Brésil (dont celui du Premier ministre en décembre 2011), quatre missions parlementaires et diverses missions de haut niveau (notamment dans le cadre de la préparation G20) ont illustré l'importance que le gouvernement français attache aux relations bilatérales et à la participation du Brésil dans la résolution des grands enjeux internationaux. C'est par le « soft power », méthode de gouvernement qu'il applique à l'intérieur, que le Brésil compte s'imposer dans le monde en mutation : il nous revient d'y prendre notre part, dans une démarche inédite de dépassement des oppositions Nord-Sud traditionnelles, et de mettre en exergue la valeur ajoutée du partenariat stratégique. Il en va de même du constat d'une complémentarité économique et de l'intérêt pour une coopération dans les domaines où le Brésil présente encore lacunes ou déficits (équipements militaires, besoins de formation) ou la satisfaction pour les transferts de technologie consentis. Autant de convergences fortes qui permettent d'inscrire ce partenariat dans la durée. /.



« RIO + 20 Entreprises »

Délégation de dirigeants français au Brésil du 28 février au 3 mars 2012

Eléments d'information sur les perspectives de Rio +20 en juin 2012

La date de la Conférence mondiale Rio+20, initialement prévue du 4 au 6 juin 2012, a finalement été repoussée à la période du 20 au 22 juin.

Des thèmes « émergents », comme celui des « objectifs de développement durable » se sont ajoutés à l'agenda officiel qui porte sur : « l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » et « le cadre institutionnel du développement durable ».

Cette conférence est considérée comme le rendez-vous international et diplomatique le plus important pour les Nations Unies et le Brésil en 2012.

Le Brésil veut faire de la lutte contre la pauvreté, l'axe central de l'action politique de la Présidente Dilma Rousseff, l'enjeu principal de la conférence. Le gouvernement Brésilien insiste sur le fait que Rio+20 est une conférence sur le développement durable et que les trois piliers, économique, social et environnemental doivent être traités à part égale. Ne soutenant pas autant que l'Union européenne, et la France, le projet d'OME, le Brésil propose de « perfectionner la gouvernance internationale de l'environnement » en fortifiant le PNUE, et en créant une instance politique : un « conseil du développement durable des Nations unies ».

Les négociations intergouvernementales à New York

Celles-ci conduiront à un texte négocié dans le cadre des Nations unies, une déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement intitulée « **Le futur que nous voulons** ». Un premier projet de texte, préparé à partir de toutes les contributions des Etats membres, a été publié le 10 janvier dernier par le secrétariat général de la conférence à New York. Ce texte sera négocié jusqu'au dernier moment. La France espère y voir des avancées tant sur les sujets de l'économie verte (question d'efficacité énergétique, d'accès à l'énergie pour tous, mais aussi de production et de consommation durable) que pour les sujets institutionnels, et en particulier la gouvernance de l'environnement (proposition d'OME).

Cette déclaration proposera également que les chefs d'Etat et de gouvernement endossent des « objectifs du développement durable » qui viendront absorber les objectifs du Millénaire pour le développement, et qui auront une vocation universelle.

L'action des principaux acteurs du développement durable

Cette deuxième voie est aujourd'hui engagée autant par le gouvernement brésilien que par d'autres acteurs comme le Pacte mondial à New York :

Le gouvernement brésilien prépare les « Dialogues sur le développement durable », les 17, 18 et 19 juin, soit trois jours et demi de débats, qui seront organisés sur le site même de la conférence à RioCentro. Ces tables-rondes porteront sur neuf grands sujets, qui correspondent aux nouveaux « objectifs du

développement durables » qui sont maintenant proposés dans le texte onusien : 1. Sécurité alimentaire et nutritionnelle ; 2. Développement durable et éradication de la pauvreté ; 3. Villes durables et innovation ; 4. Énergies ; 5. L'économie du développement durable, y compris les modes durables de production et de consommation ; 6. Le développement durable comme réponse à la crise économique et financière ; 7. Chômage, emploi décent et migrations ; 8. Eau ; 9. Océans.

Le gouvernement brésilien souhaite inviter à ces dialogues des personnalités de haut niveau issues de la société civile : grands chefs d'entreprises, prix Nobel, etc... Ces tables-rondes thématiques déboucheraient sur des « recommandations » qui seront ensuite transmises aux Chefs d'Etats et de gouvernement qui arriveront le 20 juin à Rio pour la conférence proprement dite.

Le Pacte mondial, dont le siège est à New York, prépare une conférence sur le développement durable et les entreprises, intitulée : « Rio+20 Corporate Sustainability Forum ». Cette conférence, destinée à valoriser les bonnes pratiques et innovations des entreprises dans le domaine du développement durable, aura lieu dans un grand hôtel de Rio à proximité du lieu de la conférence, le Windsor Barra, du 15 au 18 juin, soit à peu près aux mêmes dates que les Dialogues. Les sujets choisis (sécurité alimentaire et agriculture, développement social, eau, villes durables, etc...) recoupent également ceux proposés par le gouvernement brésilien.

Où se tiendront les différents événements ?

La conférence se tiendra au centre de convention Riocentro, accessible seulement aux participants accrédités par les Nations Unies. Outre le Riocentro, le Rio+20 disposera des sites officiels suivants, qui seront utilisés pour des expositions, réunions et autres événements :

- A proximité de Riocentro :
 - a) Le Parc des athlètes : ce site est réservé aux gouvernements. Seuls les délégués accrédités y auront accès. Les pavillons des Etats membres de l'ONU qui le souhaitent s'y trouveront.
 - b) Le circuit automobile de Jacarepagua et le complexe Arena da Barra : ces deux sites seront réservés aux « grands groupes » accrédités par les Nations unies (p.m. populations locales et indigènes, femmes, grandes ONGs environnementales etc...)
- A proximité du centre-ville historique et donc à au moins ½ h de transport du centre de conférence :

Le musée d'Art moderne, l'auditorium Vivo Rio et le monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale ; le quai Maua et le Galpao da Cidadania ; la Quinta da Boa Vista.

Ces sites sont destinés prioritairement à la société civile (ONG et entreprises en particulier). Ils sont éloignés du Riocentro mais accessibles plus facilement au grand public. Le gouvernement brésilien a d'ores et déjà réservé la moitié du quai Maua pour y faire une présentation sur les technologies vertes.

Information : alliantis@alliantis.fr – Tel : (33) 1 44 56 09 56 – www.alliantis.fr